

## SE MOBILISER SUR LE LIEU DE TRAVAIL POUR GAGNER

**Depuis plus d'un an la pandémie mondiale bouleverse le monde ! Cette crise est multiple et les conséquences dans le monde de la santé mais aussi sur les conditions de travail et les droits des salariés sont terribles.**

Elle a mis en évidence les conséquences désastreuses des politiques libérales menées depuis des décennies pour le seul profit des intérêts capitalistes. Alors qu'en novembre dernier la ministre du travail affirmait que les mesures barrières étaient suffisantes pour protéger les salariés une nouvelle fois nous mesurons l'acharnement mis en œuvre pour inventer de nouvelles contraintes !

Tout en ayant conscience que des doutes existent sur les vaccins, nous réaffirmons avec force notre position sur la nécessité de la vaccination mais nous nous opposons à toute obligation ainsi qu'à toutes mesures antisociales, discriminatoires et inégalitaires. Le monde du travail ne doit pas être la variable d'ajustement utilisée pour payer le prix fort de cette crise sanitaire et de ses conséquences.

Au final la loi fragilise encore d'avantage le contrat de travail et aggrave le rapport de subordination en renforçant le pouvoir des employeurs vis-à-vis des salariés. Finissons-en avec ce virus qui a fait trop de victimes.

Néanmoins, nous ne devons pas tomber dans le piège qui nous est tendu de la division ! N'oublions pas que les enjeux vont au-delà de l'opposition au pass sanitaire avec la réforme du chômage, suspendue par le Conseil d'État, mais qui

pourrait bien être mise en œuvre dès octobre, et la réforme des retraites qui serait engagée rapidement malgré l'opposition de l'ensemble des organisations syndicales à l'issue de la rencontre du 2 septembre avec le Premier Ministre. Il est inadmissible que cette crise sanitaire serve de prétexte à de nouveaux reculs sociaux. Il est inadmissible que les employeurs puissent contrôler l'état de santé des salariés et suspendre unilatéralement leur contrat de travail à la seule présomption de maladie, sans avis du médecin du travail.

Continuons à nous mobiliser pleinement pour la défense et le renforcement des services publics, pour la création d'emplois dans les hôpitaux publics, la relocalisation des productions médicales stratégiques et industrielles.

La planète brûle, comme nous en alerte le GIEC. Les conséquences pour l'Humanité s'annoncent déjà désastreuses, l'été pourri a entraîné des conséquences néfastes sur les récoltes et provoque par exemple, l'absence de matière première pour faire les pâtes.

Ce manque n'est pas seulement présent dans l'alimentaire, les entreprises industrielles le subissent également mais ce n'est pas pour les mêmes raisons.

La désindustrialisation du pays amplifie la situation, la fermeture des hauts fourneaux y est pour beaucoup. La matière première c'est aussi le bois et le carton qui eux sont fortement courtisés par la Chine qui voit son économie repartir en flèche.

La France suit également cette tendance, le Premier Ministre a reconnu lors du comité de suivi du plan de relance que la croissance en France est « vertigineuse » et que la reprise est là, malgré des problèmes d'approvisionnement et de main d'œuvre dans certains secteurs.

Les 500 plus grosses fortunes de France explosent une fois de plus leur record : elles détiennent désormais un patrimoine total de 1000 milliards d'euros et ont profité de la pandémie, voyant ainsi leur fortune augmenter de 30% par rapport à l'année dernière !

Cette croissance doit nous permettre d'être à l'offensive sur les salaires. Nous le constatons dans les entreprises, la charge de travail progresse, les intérimaires rentrent à pleine porte dans les entreprises, il est impératif de transformer les contrats de ces travailleurs précaires en CDI.

Il est temps aussi que les profits réalisés servent à réduire le temps de travail et aller sur les 32h avec maintien du salaire et à améliorer les conditions de travail. Les salariés doivent retrouver une part de leurs efforts dans leur salaire et l'amélioration de leurs conditions de vie.

Le prix des matières premières qui flambe va avoir une incidence non négligeable sur les consommateurs que nous sommes. Ce ne sont pas les seuls éléments qui doivent nous permettre de revendiquer des hausses de salaire, l'augmentation constante des carburants et maintenant du gaz pour ne citer que les derniers exemples en date.

Que nous soyons salariés dans le public, dans le privé, privé d'emplois, retraités, les conséquences restent les mêmes, nous allons voir notre pouvoir d'achat se dégrader encore plus que nous l'avons connu jusqu'à maintenant.

L'Union Départementale CGT de la Charente souhaite de réelles hausses de salaires mais pas de la manière où le patron des patrons, Roux de Bézieux, souhaite les voir se mettre en place en dispensant le patronat de s'acquitter des cotisations sociales. Depuis 1992, date des premières exonérations en référence au SMIC et pour, soi-disant, créer de l'emploi, ce sont à ce jour, 559 milliards d'euros qui ne sont pas payés et donnés en cadeaux au patronat. La CGT demande le SMIC à 2000€ sans exonérations de cotisations patronales, ce qui permettra de redonner à la Sécurité Sociale le financement nécessaire.

**L'UD CGT Charente appelle les syndicats à débattre avec les salariés pour construire leurs revendications et à décider des formes d'actions pour se faire entendre et pour construire des convergences avec l'ensemble des travailleurs dans l'unité la plus large.**

**L'UNION DÉPARTEMENTALE CGT  
DE LA CHARENTE APPELLE  
L'ENSEMBLE DES SALARIÉS, DES  
PRIVÉS D'EMPLOI ET DES  
RETRAITÉS À FAIRE GRÈVE ET  
PARTICIPER AUX INITIATIVES  
PROGRAMMÉES  
LE 5 OCTOBRE 2021**